

Arrêté
Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro 045-2020-014
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance et notamment son article 62-II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu le décret du 10 février 2021 nommant Madame Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 avril 2006 autorisant la société SETRAD à poursuivre et étendre l'exploitation d'une plate-forme de compostage sur la commune de Saint-Péravy la Colombe au lieu-dit « La Pierre à Michel » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2010 autorisant la société SETRAD à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme de compostage sur la commune de Saint-Péravy-la-Colombe au lieu-dit « La Pierre à Michel » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 avril 2014 imposant des garanties financières à la société SETRAD pour la plate-forme de compostage qu'elle exploite au lieu-dit « La Pierre à Michel » sur le territoire de la commune de Saint-Péravy-la-Colombe ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le formulaire de demande d'examen au cas par cas n°045-2020-014 de la société SETRAD du 3 août 2020 considéré comme complet le 12 octobre 2022, après réception des compléments demandés par courrier du 14 octobre 2020 ;

Vu l'accusé de réception émis le 14 octobre 2020 ;

Vu le courrier de la société SETRAD du 25 novembre 2022 précisant que la demande d'examen au cas par cas pour l'extension de la plateforme de compostage exploitée sur le territoire de la commune de Saint-Péravy-la-Colombe n'intègre pas l'épandage de composts non normés ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Loiret du 13 octobre 2022 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé du 25 octobre 2022 ;

Considérant que la préfète est l'autorité de police mentionnée aux articles L.122-1 et L. 171-8 du Code de l'environnement et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant que le projet de la société SETRAD, objet du formulaire de demande d'examen au cas par cas n°045-2020-014 susvisé consiste en l'extension de la plateforme de compostage exploitée par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Saint-Péravy-la-Colombe, au lieu-dit « La Pierre à Michel » ;

Considérant que l'extension de la plateforme de compostage ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet relève de la catégorie 1° b) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement et de l'article R.122-2 II de ce même Code ;

Considérant que le projet se situe dans l'emprise du site dont l'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2006 susvisé ;

Considérant que, selon le demandeur, le projet ne remet pas en cause les mesures environnementales décrites dans l'étude d'impact initiale ;

Considérant que le projet n'implique aucune consommation de foncier agricole ;

Considérant que selon le demandeur, les modifications projetées vis-à-vis de son autorisation initiale, n'implique pas de modifications significatives des impacts décrits dans l'étude d'impact initiale ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé justifiant une évaluation environnementale ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture du Loiret,

Arrête

Article 1

Le projet d'extension de la plateforme de compostage exploitée par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Saint Péravy La Colombe (45), au lieu-dit « La Pierre à Michel » n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret.

Article 5

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le

15 DEC. 2022

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

Benoît LEMAIRE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

1) Décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :

Un recours administratif gracieux préalable est obligatoire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R.122-3, alinéa VI, du code de l'environnement.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

➤ **Recours administratif gracieux**

Le recours administratif gracieux obligatoire doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision. L'administration statue sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de la décision. Un tel recours proroge le délai du recours contentieux. Il est adressé à M. le Préfet du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la Coordination Administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX.

➤ **Recours administratif hiérarchique**

Un recours administratif hiérarchique peut être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision. Un tel recours ne proroge pas le délai du recours contentieux. Il est adressé à M. le Ministre d'Etat, Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, Arche de La Défense, Paroi Nord, 92055 LA DEFENSE CEDEX.

➤ **Recours contentieux**

Un recours contentieux peut être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif gracieux préalable obligatoire. Il est adressé au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

2) Décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :

La décision portant dispense d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire, elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif ou contentieux. Toutefois, elle pourra être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

